

Droit et sécurité sur le net

Ce chapitre est dédié au droit et à la sécurité sur Internet, envisagés d'un point de vue utilisateur. Il s'articule autour des trois axes essentiels que sont la liberté d'expression, le respect de la vie privée et la notion de propriété intellectuelle. Une quatrième section s'intéresse au commerce électronique. Enfin, une dernière partie, plus orientée sur la pratique, recense les dangers et les nuisances inhérentes à Internet, les moyens de les détecter et de s'en protéger.

Internet est un réseau international. Or, comme dans beaucoup d'autres domaines, il n'existe pas de législation internationale. Depuis l'arrivée d'Internet en France, la législation française considérait donc Internet comme un espace social où devaient logiquement s'appliquer les lois existantes : le code civil, la loi “informatique et liberté”, le code du commerce, le code des télécommunications, etc. En effet, on retrouve sur Internet des notions qui existaient avant son apparition et pourvues de lois : le droit d'auteur par exemple n'a pas attendu l'invention du peer-to-peer.

Malgré ces dispositions, certains cas ont montré des failles et des lacunes dans les textes de tous les pays qui fonctionnaient sur ce modèle. C'est donc l'Europe, qui dans un souci de réorganisation et d'harmonisation, a voté des directives prévues pour consolider le droit sur Internet. L'application de la directive du parlement européen du 8 juin 2000 a débouché, le 25 juin 2004, sur l'adoption de la Loi sur l'Économie Numérique (LEN), qui régit désormais l'Internet français. La LEN n'est pas un texte de remplacement mais vient compléter l'arsenal juridique des lois sur la liberté de la presse, de la protection des individus et du consommateur. Elle aborde principalement la communication, le commerce et la sécurité.

1 Liberté d'expression

C'est le droit le plus fondamental accordé à chaque être humain. Il est évident que c'est celui qui est protégé en premier lieu. Internet étant un réseau international, composé de centaines de milliers d'ordinateurs de part le monde et recensant des centaines de millions de pages web, la liberté d'expression y est exacerbée. Tout peut être dit sur Internet, et par conséquence tout peut être lu ou vu. Il apparaît donc comme important d'imposer des limites ou au moins des règles afin de préserver les autres droits fondamentaux des êtres humains.

1.1 Contenus à caractère illicite

En France, une personne qui publie et/ou diffuse des informations via Internet tombe sous le coup de la loi du 28 juillet 1881 sur la liberté de la presse. En conséquence, les informations revêtant un caractère injurieux, diffamatoire, incitant à la haine raciale ou faisant l'apologie de crimes contre l'humanité engagent la responsabilité civile et pénale de l'auteur.

Bien entendu, cette loi s'applique à tout type de contenu. En effet, des images ou vidéos, à caractère pédo-pornographiques par exemple, entraînent leur auteur et celui qui les diffuse au même type de poursuite.

1.2 Protection des enfants

Internet étant un réseau libre, tout type d'information et de commerce est autorisé; ainsi on trouve beaucoup de sites à caractères violent ou pornographique. La protection des mineurs est cependant représentée. Ainsi, tout site interdit aux mineurs est dans l'obligation de vérifier l'âge de l'internaute avant de lui autoriser l'accès. On peut regretter cependant que cette vérification soit uniquement basée sur la bonne foi du mineur. Dans le cas où un site web ne respecterait pas cet engagement, l'Office Central chargé de la lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (<http://www.internet-mineurs.gouv.fr>) permet à tous de signaler librement l'infraction.

Il existe également des logiciels de contrôle parental basés sur des listes noires (ou blacklists) recensant les sites qui ne conviennent pas à un public jeune ou d'autres basés sur un filtrage par mots-clés (keywords) lors de la navigation (surf) ou de la recherche sur un moteur.

La LEN prévoit que chaque fournisseur d'accès Internet doit mettre à disposition de chaque client, et ce gratuitement, un de ces systèmes.

1.3 Bonne conduite

La nétique (www.albion.com/netiquette/) est une charte de bonne conduite à l'usage des utilisateurs d'Internet (particuliers comme professionnels). Elle est née en 1986 et reprend les principes d'utilisation des réseaux Usenet. Elle définit les règles de bonne conduite à adopter dans le cadre d'une communication entre plusieurs individus ou d'une diffusion de contenus. Elle n'a pas de valeur juridique mais les fournisseurs d'accès Internet y font souvent référence et le non-respect de ses règles peut entraîner la fermeture du compte de l'utilisateur. Elle est disponible en ligne en français sur le site de l'AFA, l'Association des Fournisseurs d'Accès.

2 Respect de la vie privée : Informatique et libertés

La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés a été fondée en 1978 . C'est une autorité administrative indépendante; administrative car son budget est imputé à l'état, indépendante car ses membres sont élus et ne reçoivent d'instructions d'aucune autorité. La CNIL a pour objectif principal de protéger les personnes face à la multiplication des informations nominatives en reconnaissant des droits aux individus et des obligations à ceux qui créent ces fichiers.

Les droits prévoient que l'utilisateur puisse savoir s'il est fiché ou recensé dans un fichier (droit préalable), accéder librement à ses informations (droit d'accès direct), les rectifier (droit de rectification) ou bien simplement refuser de figurer dans un fichier (droit d'opposition). Si une autorité gouvernementale devait accéder à des données le concernant, celles-ci ne pourraient pas être consultées sans la médiation d'un représentant de la CNIL (droit d'accès indirect). Enfin, la loi reconnaît le droit à un individu de ne pas se voir attribuer d'étiquette définitive en prévoyant une limite temporelle au stockage d'informations (droit d'oubli). Source : CNIL.

Les obligations vont également dans le sens du respect des droits de l'utilisateur. Entre autre, il est demandé aux créateurs des fichiers de s'assurer du plein gré des utilisateurs et de la sécurité des traitements. La non-commercialisation et la non-divulcation des données leur sont également imposées. Source : CNIL.

3 Propriété intellectuelle et droits d'auteurs

3.1 La loi et les législateurs

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) est en charge de maintenir les textes protégeant les droits des auteurs sur leurs œuvres ou leurs inventions. Elle donne des directives à toutes les nations qui doivent mettre en œuvre les moyens de faire respecter ces droits, en leur laissant une part de liberté dans leur adaptation. En Europe, ces directives passent d'abord par la commission européenne afin d'harmoniser les textes de loi nationaux. Le droit d'auteur en France est régi par la loi du 11 mars 1957 et la loi du 3 juillet 1985, codifiées dans le code de la propriété intellectuelle.

La propriété intellectuelle représente tous les droits légaux qui résultent d'une activité intellectuelle dans les champs scientifiques, littéraires et artistiques. Elle est acquise du seul fait de la création de l'œuvre et ce jusqu'au décès de l'auteur, où la création tombe dans le domaine public. On ne peut pas protéger ou s'attribuer la paternité d'une idée ou d'un concept mais uniquement du résultat de la matérialisation de cette idée, que ce soit un livre, une chanson ou une danse, un dessin, un modèle ou une construction.

On distingue la propriété industrielle de la propriété artistique (ou droit d'auteur). Sur Internet, on est surtout concerné par la propriété intellectuelle artistique.

3.2 La propriété intellectuelle sur Internet

Dans le cas simple d'une œuvre où la paternité est attribuée à un auteur, celui-ci jouit des droits du code de la propriété intellectuelle français.

A savoir :

- Les droits patrimoniaux obligent quiconque veut représenter, adapter ou reproduire une œuvre à obtenir préalablement ses droits avec le consentement de l'auteur, en principe contre une contrepartie financière.
- Les droits moraux, incessibles, permettent à l'auteur de l'œuvre originale d'interdire ou de s'opposer à toute mutilation ou modification de son œuvre.

Malheureusement, ce cas simple ne fait pas la majorité. En informatique, et à fortiori sur Internet, la plupart des documents sont composites et sont le fruit de plusieurs auteurs. Un des points épineux consiste à définir la paternité d'une œuvre. On est amené à distinguer les œuvres collaboratives (plusieurs auteurs qui ont travaillé sous la direction d'un chef de projet qui possède les droits de l'œuvre) ou collectives (chaque auteur possède des droits au même titre que les autres).

Une œuvre peut également en référencer ou en intégrer une ou plusieurs autres. Par exemple, si on prend un page web, tiré d'un site quelconque, on peut considérer que l'on se trouve devant une œuvre originale. Cependant, la page elle-même peut être agrémentée de citations, d'illustrations, de documents insérés qui appartiennent légitimement à d'autres auteurs. Le droit reconnaissant à chaque auteur la paternité de son œuvre, il ne peut nier celle des auteurs des illustrations, pas plus que celle de l'auteur de la page, ne serait-ce que pour la mise en page ou la valeur ajoutée des informations qu'il y a inclus. On a donc affaire à ce qu'on appelle une propriété intellectuelle “en cascade”.

En pratique, quand on utilise une œuvre dans une autre, on respecte le droit d'auteur en citant son nom et la source de l'œuvre et/ou en utilisant un lien hypertexte pour pointer sur l'œuvre originale.

3.3 Mp3 et peer-to-peer

Une œuvre musicale est considérée comme une œuvre composite. Chaque auteur (compositeur, interprète, producteur de l'enregistrement, etc.) possède des droits sur un morceau musical. Les “phonogrammes numériques” sont soumis aux mêmes règles que les originaux, à savoir :

Pourvu que l'on respecte les droits d'auteurs, il est totalement légal de posséder et d'écouter des fichiers musicaux électroniques. Télécharger de la musique sur Internet, que ce soit sur un site web ou bien à travers un réseau peer-to-peer (Kazaa, eDonkey, etc.) n'est donc pas illicite en soi. Comment s'acquitter des droits d'auteur sur une œuvre numérique ?

Le principe d'exception de copie privée prévoit qu'il est possible de posséder une copie numérique d'une œuvre musicale à condition que l'on possède l'original (sur CD par exemple).

On peut s'acquitter les droits d'auteur en téléchargeant de la musique chez un distributeur agréé, c'est à dire un site de vente en ligne (Apple iTunes, Sony connect, Napster, etc).

Les œuvres numérisées sont réservées à un usage privé (cercle familial ou d'amis).

La diffusion de ces fichiers en dehors de ce cadre (mise à disposition sur un réseau peer-to-peer, un site web ou FTP, envoi par courrier électronique, etc.) est strictement interdite.

On notera que ces principes s'appliquent également aux œuvres audiovisuelles. Pour ce qui est des logiciels et ludiciels (jeux), la loi ne prévoit pas de droit à la copie de sauvegarde. Les règles sont donc différentes.

4 Commerce électronique

Le commerce électronique est défini comme étant l'«activité économique par laquelle une personne propose ou assure à distance et par voie électronique la fourniture de biens ou de services». L'ensemble des lois qui traitent de la vente de produits ou services en ligne est résolument tourné vers la défense du client. La protection du consommateur s'articule autour de deux textes. Le code du commerce sert de cadre juridique à toute transaction, qu'elle soit électronique ou non. La loi sur l'économie numérique (LEN) vient ensuite en renforcement, en ajoutant des lois spécifiques au commerce électronique.

Pour résumer les dispositions prises dans le cadre de la LEN, on retiendra les obligations du professionnel qui propose des biens ou des services par voie électronique :

1. Une obligation à l'information du client :
 - a. Le cyber-marchand doit être clairement identifiable sur le site de vente en ligne. Son identité et son activité sont tenues d'être précises, sans ambiguïtés et affichées de manière permanente.
 - b. De même, la présence des conditions générales et/ou particulières de vente est obligatoire. Le client doit pouvoir les conserver et les reproduire.
2. La procédure de conclusion du contrat doit respecter :
 - a. L'indication des différentes étapes à suivre pour conclure le contrat.
 - b. La mise en œuvre de moyens techniques permettant à l'acheteur, avant la validation du contrat, de vérifier et d'identifier les erreurs commises dans la saisie des données et la possibilité de les corriger.
 - c. La proposition de mener la procédure dans la langue de l'acheteur.
 - d. L'information de l'acheteur des conditions de stockage du contrat par l'auteur et des conditions d'accès à celui-ci par l'acheteur.
3. L'acte de vente est entériné par un accusé de réception qui reprend les conditions générales de vente, l'ensemble des informations relatives aux caractéristiques des biens et services au centre de la transaction ainsi que le prix total de la commande, HT et TTC.

Le professionnel se doit de respecter chaque point pour être considéré comme un commerçant légal sur Internet. En cas de litige avec un client, cette conformité par rapport à la loi est indispensable. Si c'est le cas, c'est le code du commerce qui sera appliqué.

Enfin, il existe une mesure internationale de protection du consommateur qui existe depuis les débuts d'Internet. L'annuaire WHOIS (contraction de "who is?") est un service international à la charge des autorités de régulation des noms de domaines. Ce service permet à tous les utilisateurs d'identifier un nom de domaine. Celui de l'AFNIC par exemple gère les suffixes .fr et .re (WHOIS de l'AFNIC). Il permet entre autre à l'utilisateur de vérifier le nom de la société et les coordonnées du commerçant qui se cachent derrière un site Internet.